

## RÉUNIONS DES ÉTATS PARTIES

### Conclusions de la 1<sup>ère</sup> réunion des États parties au TPNW (Vienne, 21-23 juin 2022)

---

La première réunion des États parties au TPNW, qui s'est tenue du 21 au 23 juin 2022 à Vienne, en Autriche, a **adopté avec succès la Déclaration de Vienne et le Plan d'action de Vienne en 50 points**. Le rapport final de la première MSP, **comprenant la Déclaration et le Plan d'action**.

**Dans la Déclaration**, les États parties ont exprimé leur inquiétude et leur consternation face aux menaces d'utilisation d'armes nucléaires et ont condamné sans équivoque « toute menace nucléaire, qu'elle soit explicite ou implicite et quelles que soient les circonstances ». Affirmant que le TPNW est plus que jamais nécessaire dans ces circonstances, les États parties ont décidé de « poursuivre sa mise en œuvre, dans le but de stigmatiser et de délégitimer davantage les armes nucléaires et de construire progressivement une norme mondiale impérative et solide à leur rencontre ».

La Déclaration a réitéré le fondement humanitaire du traité et les impératifs moraux, éthiques et de sécurité qui ont inspiré et motivé sa création et qui guident désormais sa mise en œuvre. Les États parties ont décidé d'aller de l'avant dans la mise en œuvre de tous les aspects du traité, y compris les obligations positives visant à réparer les dommages causés par l'utilisation et les essais d'armes nucléaires. Ils ont également réaffirmé la complémentarité du traité avec le régime international de désarmement et de non-prolifération, y compris le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), et se sont engagés à continuer de soutenir le TNP et toutes les mesures susceptibles de contribuer efficacement au désarmement nucléaire.

La Déclaration concluait que « Face aux risques catastrophiques posés par les armes nucléaires et dans l'intérêt même de la survie de l'humanité... Nous n'aurons de repos que lorsque le dernier État aura adhéré au Traité, que la dernière ogive nucléaire aura été démantelée et détruite et que l'arme nucléaire aura été adoptée. Les armes ont été totalement éliminées de la Terre.

**Le Plan d'action** contient 50 actions spécifiques pour faire avancer la mission du traité et concrétiser les engagements pris dans la Déclaration. Le Plan d'action comprend des actions sur l'universalisation ; l'assistance aux victimes, la réhabilitation de l'environnement et la coopération et l'assistance internationales ; conseils scientifiques et techniques à l'appui de la mise en œuvre ; soutenir le régime plus large de désarmement nucléaire et de non-prolifération ; inclusion; et la mise en œuvre des dispositions du traité sur l'égalité des sexes.

La réunion a également pris un certain nombre de décisions sur les aspects pratiques de la mise en œuvre du traité. Ceux-ci comprenaient :

Création d'un groupe consultatif scientifique, pour faire progresser la recherche sur les risques liés aux armes nucléaires, leurs conséquences humanitaires et le désarmement nucléaire, et pour relever les défis scientifiques et techniques impliqués dans la mise en œuvre efficace du Traité, et fournir des conseils aux États parties.

Délais de destruction des armes nucléaires par les États dotés de l'arme nucléaire adhérant au traité : pas plus de 10 ans, avec possibilité de prolongation jusqu'à cinq ans. Les États parties qui hébergent des armes nucléaires appartenant à d'autres États disposeront de 90 jours pour les retirer.

Établissement d'un programme de travail intersessions pour suivre la réunion, comprenant un comité de coordination et des groupes de travail informels sur l'universalisation ; l'assistance aux victimes, la réhabilitation de l'environnement, ainsi que la coopération et l'assistance internationales ; et les travaux liés à la désignation d'une autorité internationale compétente pour superviser la destruction des armes nucléaires.

Les États parties se sont réunis dans un contexte de tensions accrues et de risques croissants de recours à des armes nucléaires, suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie et à ses menaces de recourir à des armes nucléaires. S'adressant à la séance d'ouverture de la réunion, le secrétaire général des Nations Unies, Antonio Guterres, a déclaré : « La perspective autrefois impensable d'un conflit nucléaire est désormais revenue dans le domaine du possible. Plus de 13 000 armes nucléaires sont détenues dans des arsenaux à travers le monde. Dans un monde en proie à des tensions géopolitiques et à la méfiance, c'est une recette pour l'anéantissement. »

Au cours de la réunion, de nombreux États parties ont condamné les actions de la Russie, exprimant leur détermination à aller de l'avant dans la mise en œuvre du TNW et l'élimination des armes nucléaires, compte tenu des conséquences humanitaires catastrophiques de leur utilisation et des risques croissants qu'une telle utilisation pourrait se produire. Ces discussions ont été étayées par des témoignages poignants de survivants de l'utilisation d'armes nucléaires à Hiroshima et à Nagasaki (Hibakusha) et de représentants de communautés lésées par les essais d'armes nucléaires dans le Pacifique, au Kazakhstan et ailleurs, qui ont illustré la sombre réalité des armes nucléaires et mis en évidence l'importance et l'urgence des travaux de la réunion.

Masao Tomonaga, survivant de Nagasaki, a déclaré : « Cette déclaration politique est un document très fort, malgré les nombreuses difficultés auxquelles nous sommes confrontés. Avec ce document puissant, nous pouvons aller de l'avant, et tous les Hibakusha le soutiennent, c'est un excellent document pour faire de ma ville, Nagasaki, la dernière ville à avoir jamais souffert d'un bombardement atomique ».

Les représentants des groupes de jeunes ont souligné la nécessité d'impliquer les jeunes dans l'universalisation et la mise en œuvre du traité, ainsi que le rôle qu'ils pourraient jouer pour aider à atteindre les objectifs du traité. Une délégation de parlementaires de 16 pays (dont neuf membres de l'OTAN) a souligné le travail des parlementaires visant à renforcer le soutien au TPNW au niveau national, à persuader les gouvernements d'y adhérer et à accélérer les processus de ratification.

A la veille de la réunion, Cabo Verde, Grenade et Timor-Leste ont déposé leurs instruments de ratification. Huit États ont déclaré lors de la réunion qu'ils étaient en train de ratifier le traité : le Brésil, la République démocratique du Congo, la République dominicaine, le Ghana, l'Indonésie, le Mozambique, le Népal et le Niger.

La première réunion des États parties a été précédée par la Conférence de Vienne de 2022 sur l'impact humanitaire des armes nucléaires, le 20 juin, et par le Forum sur l'interdiction nucléaire de l'ICAN, les 18 et 19 juin.

La deuxième réunion des États parties aura lieu du 27 novembre au 1er décembre à New York, sous la présidence du Mexique. Découvrez ici les travaux des États parties pour mettre en œuvre le Plan d'action de Vienne avant la deuxième Réunion des États parties.